

Burundi : 150% de hausse salariale dans le secteur de la Santé

PANA, 26/08/2009 Bujumbura, Burundi - Le salaire mensuel des médecins spécialistes et généralistes vont connaître une augmentation de l'ordre de 150% avec un effet rétroactif à compter du 1er juillet 2009, a annoncé, mercredi, la ministre burundaise de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Mme Annonciata Sendazirasa. Les salaires des médecins généralistes et spécialistes au Burundi oscillaient jusque-là entre 70 et 200 dollars US par mois. Les concernés jugeaient ces salaires comme étant les plus bas de toute la sous-région et nombreux sont ceux qui, parmi eux, avaient fini par s'exiler durablement à l'extérieur du pays ou dans le privé à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail.

Le personnel non soignant, quant à lui, a été assuré par la ministre d'une augmentation salariale de 70% au terme d'un accord avec le gouvernement. En incluant en plus les primes et indemnités négociées, les salaires des médecins spécialistes et généralistes pourraient connaître une revalorisation de l'ordre de 158%, selon toujours la ministre Sendazirasa. L'impact budgétaire de cette revalorisation salariale, quant à elle, va faire passer le budget global du ministère de la Santé publique de 9 milliards de Francs burundais (près de 9 millions de dollars US) à 27 milliards de Francs burundais (environ 27 millions de dollars US), a-t-elle fait savoir. Le corps médical burundais avait multiplié ces derniers temps des grèves, parfois sans service minimum, pour faire aboutir ses revendications salariales par tous les moyens. L'aboutissement des négociations avec le gouvernement va propulser les personnels soignants dans le cercle encore restreint des fonctionnaires pour le moment privilégiés de l'Etat burundais, comme les magistrats, les militaires et policiers, jouissant déjà d'un traitement de faveur au niveau des salaires. Les autres catégories de fonctionnaires restent suspendues à la promulgation d'un nouveau statut général encore à l'étude pour aspirer à de meilleures conditions de vie et de travail. Les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international) ne voient cependant pas d'un bon œil le gonflement de la masse salariale dans la Fonction publique burundaise et ont multiplié ces derniers temps des avertissements au pouvoir de Bujumbura de ne pas aller encore plus loin pour ne pas compromettre dangereusement les équilibres macro-économiques précaires du pays.